



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 07/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEMEX GRANULATS

63 rue d'emerainville
batiment C
77420 Champs-sur-Marne

Références : 2325569
Code AIOT : 0006506565

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2023 dans l'établissement CEMEX GRANULATS implanté LA MUETTE 77133001 77126 Courcelles-en-Bassée. L'inspection a été annoncée le 04/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX GRANULATS
- LA MUETTE 77133001 77126 Courcelles-en-Bassée
- Code AIOT : 0006506565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière située en rive droite de la Seine a été initialement autorisée par l'arrêté préfectoral 95DAE2M009 du 23 février 1995 pour une durée de 20 ans sur des terrains de Courcelles-en-Bassée et Marolles-sur-Seine. Un récolement partiel est intervenu sur une petite surface boisée au nord. L'arrêté préfectoral du 25 juillet 2014 permet une extension, un renouvellement pour 25 ans, le remblaiement du seul secteur des pâtures communales par des terres inertes amenées uniquement par voie d'eau et le dépôt dans la carrière sous la rubrique 2517 de calcaires provenant d'autres sites et destinés aux installations de traitement situées en rive gauche de la Seine dans une autre emprise "carrière" (autre aiot) . Un arrêté préfectoral complémentaire de 2023 permet à l'exploitant de "sortir" de la carrière 200 000t de boues floculées au total d'ici la fin de l'arrêté préfectoral de 2014. Ces boues pourraient être utilisées pour la réalisation du casier de la bassée à Chatenay-sur-

Seine.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Garanties financières (actualisation)
- Intégrité des piézomètres
- Archéologie préventive
- Pollution de l'air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Garanties financières	AP Complémentaire du 25/07/2016, article 5 V.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
8	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article IV-1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
9	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article III-2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Garanties financières	AP Complémentaire du 25/07/2016, article 5 V.2	/	Sans objet
4	Extraction	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article I.3.3	/	Sans objet
5	Déboisement et défrichage	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article III-6	/	Sans objet
6	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article III-8	/	Sans objet
7	Patrimoine archéologique	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article III-7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière suit son cours. Une nouvelle piste est créée pour accéder au secteur nord ouest. Des fouilles archéologiques ont été prescrites. L'exploitant devra les financer s'il veut exploiter les terrains correspondants.

Le déchargement des calcaires amenés dans cette carrière à raison d'un train par jour génère beaucoup de poussières. L'exploitant doit agir en réduisant la proportion d'éléments fins parmi les calcaires provenant de sa carrière de GUDMONT-DONJEUX (52).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2016, article article 5 V.3
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : Tous les cinq ans le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation. Sans préjudice des dispositions de l'article V-2 ci-dessus, le document établissant la constitution des garanties financières est adressé au préfet.
Constats : L'acte de cautionnement actuel d'un montant de 2 029 711 € couvre la période du 25/07/2019 au 24/07/2024. L'indice TP01 ayant varié de plus de 15% (17,34%) l'exploitant aurait dû fournir un nouvel acte de cautionnement avec une actualisation du montant tenant compte de la variation de l'indice. Le renouvellement des garanties financières doit intervenir avant le 24/01/2024. Il devra tenir compte de l'évolution de l'indice TP01.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2016, article 5 V.2
Thème(s) : Autre, Renouvellement
Prescription contrôlée : Les garanties financières sont renouvelées au moins six mois avant leur échéance. (27/ L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.
Constats : L'inspection rappelle à l'exploitant qu'un nouvel acte de cautionnement doit prendre le relais de l'action de cautionnement actuel 6 mois avant l'échéance de celui-ci. (avant le 24 janvier 2024)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article I.3.3
Thème(s) : Autre, Tonnage maximal annuel
Prescription contrôlée : Le gisement de sables et graviers à extraire est estimé à 11 millions de tonnes. Une production maximale annuelle de 900 000 tonnes par an les 10 premières années puis de 600 000 tonnes par an est autorisée.
Constats : Extraction 2022 = 175 000t Les réserves sont évaluées à 5,2 Mt.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet
N° 5 : Déboisement et défrichement
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article III-6
Thème(s) : Autre, Périodes de défrichement
Prescription contrôlée : L'exploitant se conformera aux dispositions de l'arrêté préfectoral autorisant le défrichement nécessaire à l'activité de la carrière et à l'extérieur pour le passage des bandes transporteuses. Le défrichement aura lieu hors période de nidification et selon l'étude d'impact écologique après repérage des gîtes à chiroptères.
Constats : Il n'y a plus aucun défrichement à faire dans le cadre de l'exploitation de cette carrière. L'arrêté de défrichement est distinct de l'arrêté d'autorisation d'exploiter la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Technique de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article III-8
Thème(s) : Autre, Rabattement de nappe pour la découverte
Prescription contrôlée : Les travaux de terrassement et de décapage n'auront lieu qu'entre août et février. Le rabattement de nappe pour la découverte n'est permis que dans certains sous casiers de 2,5ha à 9ha du secteur des pâtures communales et dans les conditions suivantes : Le niveau de la nappe est mesuré dans les piézomètres du secteur des pâtures communales et les plans d'eau les plus proches en milieu de semaine pendant deux semaines avant tout début de rabattement et pendant toute la durée du rabattement partiel (au plus par périodes de 4 mois à l'étiage). Une échelle limnimétrique à lecture directe est mise en place par un géomètre dans le casier en rabattement. La cote de rabattement maximale est 46,2m NGF. Les périodes de rabattement et le fonctionnement de la pompe sont consignées dans un registre. La pompe a un débit nominal au plus égal à 600m3/h. Elle ne fonctionne que si nécessaire et à l'intérieur de la plage horaire journalière de la carrière, par casiers avec parois semi-étanche. Les eaux d'exhaures sont rejetées dans un autre casier ou dans un fossé de réhydratation de la nappe sans liaison avec un cours d'eau. Conformément à la figure 46 ci-après.
Constats : Le rabattement de la nappe pour les travaux de découverte n'était permis que sur le secteur des pâtures communales. Les travaux d'extraction de ce secteur devraient être terminés prochainement. Il n'y aura plus de rabattement de la nappe pour les travaux de découverte dans cette carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Patrimoine archéologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article III-7
Thème(s) : Autre, Diagnostics et fouilles archéologiques
Prescription contrôlée : Le bénéficiaire de l'autorisation prendra les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique. En particulier les

emprises autorisées à l'extraction font l'objet d'un diagnostic archéologique préalablement au décapage de la terre végétale.

En fonction des résultats de ce diagnostic, une fouille préventive sera ou non prescrite ; dans le cas d'une prescription de fouille, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné sera subordonnée à l'achèvement de l'intervention archéologique.

Conformément au code du patrimoine (articles L.531-14 à L.531-16) réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque ordre que ce soit (vestige, structure, objet, monnaie,...) est signalée immédiatement auprès du service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.

Constats :

La surface soumise à redevance archéologique est de 74ha 55a 98ca au 25 juillet 2014.

La carrière fait l'objet de prescription de fouilles archéologiques que l'exploitant devra financer préalablement à l'exploitation des parcelles concernées.

L'exploitant communiquera à l'inspection un plan de la carrière où figureront les parcelles libérées de la contrainte archéologique au 31/12/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article IV-1

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de la carrière ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique.

Constats :

La carrière de Courcelles/Marolles reçoit de l'ordre d'un train par jour de matériaux calcaires destinés aux installations situées en rive gauche de la Seine. Le déchargement d'un train dure une demi journée.

Lors de la visite, l'inspection constate que le déchargement du train génère beaucoup de poussières, à chaque étape. Il n'y a pas de dispositifs pour abattre les poussières.

L'exploitant expose que le calcaire qu'il reçoit d'une carrière du groupe contient beaucoup d'éléments fins. L'inspection l'invite à trouver rapidement une solution sous 4 mois, par exemple en réduisant le taux de fines à la source.

Pour mémoire et sans tenir compte des déchargements de trains, la carrière a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n° 2021 DRIEAT UD 77 129 invitant l'exploitant à déterminer l'ensemble des actions de réduction progressive des émissions atmosphériques de poussières pouvant être mises en œuvre en urgence lors d'une procédure d'alerte pour une pollution atmosphérique aux particules en suspension de diamètre inférieur ou égal à 10 micromètres.

Par lettre du 5 novembre 2021 l'exploitant proposait de réduire la vitesse de circulation des engins et d'arroser les pistes avec un dispositif fixe muni d'un cycle d'arrosage.

L'inspection constate lors de la visite que ces dispositifs ne sont pas en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article III-2
Thème(s) : Risques chroniques, Intégrité des piézomètres
Prescription contrôlée : L'exploitant fait implanterles piézomètres prévus conformément à la rubrique loi sur l'eau 1.1.1.0
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le tube de protection de l'un des piézomètres est cassé à la base. L'exploitant s'engage à vérifier l'intégrité des 17 piézomètres et à en rendre compte à l'inspection au plus tard le 1er février 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

